



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 05

Groupement enseignement général

CBA
Serge Lombardi
Groupe B5

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n° 5 / L'Europe est-elle condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou peut-elle avoir une véritable politique de défense ?

Jusqu'à présent, l'Union européenne a franchi victorieusement la plupart des obstacles qu'elle a trouvés devant elle pour aller de l'avant vers son objectif : créer une véritable entité politique qui puisse jouer un rôle dans le monde. Mais voici qu'avec le nouvel élargissement vers une Europe à 25, puis à 27, voire plus, de nouveaux obstacles apparaissent sous la forme d'une question principale : l'Union européenne veut-elle réellement devenir la grande puissance qu'elle peut être ? Autrement dit, l'Europe se contentera-t-elle de n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou se donnera-t-elle les moyens d'avoir une véritable politique de défense ?

I. L'Europe actuelle :

a. L'Europe a les moyens de devenir une grande puissance ...

Qu'il s'agisse de la superficie, du nombre d'habitants, du PIB global et par tête ou encore du niveau de formation de ses habitants, l'Europe est capable, de toute évidence, de devenir une grande puissance. En outre, elle a prouvé que, quand elle le voulait, elle était capable de mettre en œuvre non seulement des politiques communes, mais aussi une monnaie unique qui constitue désormais avec le dollar la monnaie la plus solide du monde; il ne fait donc aucun doute que l'Europe aurait dû depuis longtemps se donner les moyens de devenir une vraie puissance mondiale, au même titre que les Etats-Unis. Alors, comment s'explique le fait qu'elle ne joue pas en tant que telle le rôle qu'elle devrait avoir sur l'échiquier mondial? Hubert Védrine dans "Enjeux les Echos" de novembre 2002 apporte une vision personnelle à cette question en disant des européens qu'ils ne veulent pas de "l'Europe puissance", mais qu'ils rêvent plutôt 'une "grande Suisse".

b. ... mais les dirigeants européens ne le veulent pas !

Lorsque le terrorisme devient un danger majeur pour tous, les Etats Unis publient un document intitulé "La stratégie de sécurité nationale des Etats Unis", document préfacé par George Bush dont des extraits ont été publiés par "Le Monde " du 24 septembre 2002. Il

va de soi, hélas, que l'Union européenne n'aurait jamais pu publier un tel document. En effet, l'Europe n'a aucune stratégie commune dans la lutte contre le terrorisme, ce qui veut dire que chaque pays de l'Union européenne considère que sa sécurité est son affaire et non celle de l'Union européenne. Cet exemple est hélas symbolique du fait que l'Union européenne n'a jamais clairement exprimé ce qu'elle voulait faire de l'Europe. Certes, à l'origine, on voulait construire une véritable entité politique qui puisse faire entendre sa voix dans les affaires du monde, au même titre que les Etats Unis, voire à égalité avec eux, mais cette volonté s'est progressivement délitée.

c. De récents progrès prometteurs au niveau militaire et industriel :

Les progrès réalisés vers une défense européenne sont minimes, mais ils existent.

Les guerres du Kosovo et de l'ex Yougoslavie ont poussé l'Union européenne à constituer une force de réaction rapide, destinée à intervenir en Europe à la place ou aux côtés des Etats-Unis. Même si cette "force" qui ne réunit pas tous les pays de l'Union européenne est d'un volume très limité, elle a le mérite de montrer aux plus réticents qu'une force de défense commune est réalisable.

Dans le domaine industriel, les entreprises européennes d'armement commencent à se regrouper ou à travailler de concert (l'avion de transport militaire (l'A 400 M d'Airbus) ou le projet de missile air-air par exemple). Certes, quelques détracteurs diront que ces projets ne rassemblent que 6 ou 7 pays européens, les autres préférant se réfugier sous l'aile américaine. Si demain une force de défense européenne existe, le souci d'interopérabilité, amènera tout naturellement les pays réticents d'aujourd'hui à s'équiper progressivement des matériels de l'industrie d'armement européenne.

d. Mais des efforts budgétaires sont indispensables :

S'il est certain que seule une industrie d'armement européenne travaillant de concert peut rivaliser avec les entreprises américaines, il n'en est pas moins vrai que l'effort militaire des pays européens est insuffisant. Avec un total 130 milliards d'euros, il ne représente que la moitié de l'effort militaire américain (330 milliards de dollars). Jacques Isnard, journaliste au Monde, se permet alors d'affirmer que " Pour le moment, on discerne mal comment l'Europe, dont les pays membres ne pratiquent ni le même effort de défense, ni ne veulent mettre en place une répartition des compétences entre eux, peut espérer refaire ne serait-ce qu'une modeste partie de la distance qui la sépare des Etats Unis".

A cette insuffisance de l'effort militaire il convient d'ajouter une insuffisance de l'effort de recherche. Les Etats Unis dépensent en recherche-développement 2,70% de leur PIB contre 1,90% pour l'Union européenne. On peut donc dire que le fossé est en train de se creuser entre la compétitivité des Etats Unis et celle de l'Europe.

II. L'Europe de demain :

a. Ou commence et ou finit l'Europe ?

On s'étonne que cette question se pose encore près de 50 ans après la signature du Traité de Rome, mais il est vrai pourtant que l'Union européenne actuelle ne sait pas répondre à cette question. Pourtant, c'est dans cette réponse que se cache l'adhésion des européens à une conception commune d'une défense européenne.

Ainsi, si l'Europe se définit géographiquement, seule une stratégie de sécurité est applicable en matière de défense européenne. Dans ce cas, il faut clairement se poser la question géographique et stratégique d'une intégration d'un nouveau candidat à l'Europe. Ainsi, si l'adhésion de la Turquie présente un intérêt stratégique indiscutable, sur le plan purement géographique, Monsieur Giscard d'Estaing faisait remarquer fort justement qu'ils n'ont pas leur place dans l'Europe. Inutile de parler dans ce cas de l'Algérie, du Maroc ou d'Israël.

Par contre, si l'Europe se définit par des critères qualitatifs de type démocratique, par des références à l'inexistence de la peine de mort ou encore par le respect des droits de l'homme, en l'absence de tout critère géographique, on voit mal ce qui pourrait empêcher

n'importe quel pays démocratique de n'importe quelle région du monde d'adhérer à l'Union européenne. Dans ce cas, une politique de défense européenne d'envergure est indispensable. C'est donc aux Européens de définir clairement les critères d'adhésion (géographiques et qualitatif), de sorte que les adhésions à l'Union européenne soient traitées en cohérence avec la politique et la défense européenne.

b. Quelles sont les ambitions de l'Europe ?

Deux orientations fondamentalement différentes sont possibles pour l'Europe de demain. D'un côté on trouve une Europe puissante (voulue par la France et par une minorité d'Etats européens), et d'un autre côté on trouve ce que Hubert Védrine appelle "la grande Suisse" (une zone de libre échange dénuée de toute ambition de puissance et se contentant d'un minimum de règles communes)

Si la Commission européenne cherche à emmener l'Europe vers cette puissance commune, les responsables des Etats marchent souvent en sens inverse en refusant de lâcher une part trop importante de leurs prérogatives. Pendant ce temps là, la population de l'Europe ne cesse de dénoncer unanimement l'unilatéralisme américain, sans vraiment prendre conscience qu'il n'est que le fruit de leur faiblesse. Mais cette même population européenne n'est vraiment pas prête aujourd'hui à payer le prix d'une défense européenne ambitieuse.

Au jour d'aujourd'hui, l'ambition de l'Europe pourrait se définir comme : conforter le droit international, aux côtés de l'ONU et des organismes internationaux chargés de faire avancer le droit, la justice et la paix. Cette ambition est très généreuse, mais elle a évidemment pour conséquence de confirmer l'hyper puissance américaine et de renforcer l'Union européenne dans son sentiment d'incapacité à agir. En temps de paix, cela n'est pas trop grave, mais quand surgit le premier problème de type Koweït, Kosovo, Afghanistan ou Irak, et que la diplomatie se révèle insuffisante, que peut espérer faire l'Europe si elle n'est qu'une grande Suisse alliée de l'ONU ?

Il est évident que la "Convention-Giscard" n'apportera pas de réponse radicale à ce type de problématique ; l'Europe continuera donc à faire semblant d'avancer vers une Europe puissante, tout en sachant que les 25 ou les 27 pays de l'Union européenne n'auront pas les moyens de parler d'égal à égal avec les Etats-Unis tant qu'ils ne consentiront pas les augmentations de budget militaire qui s'imposent.

CONCLUSION

Nous sommes à la veille d'un nouveau grand rendez-vous, celui de la naissance d'une Europe puissance aujourd'hui encore en devenir" ; ainsi s'exprimait récemment Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux affaires européennes, dans le journal "Le Monde". S'il est évident que les fonctions de cette ministre ne lui permettent pas de parler de l'Europe autrement, il n'en reste pas moins vrai qu'à la vue des budgets européens de la défense cette Europe fait encore partie du rêve. Certes, il faut souhaiter que l'Europe Unie fasse entendre dans le monde la voix de la justice, de la paix et des droits de l'homme ; mais pourra-t-elle le faire si elle n'est pas capable de bâtir un pôle de puissance politique, économique et militaire ?

Passé le stade de l'adoption des instances politiques européennes indispensables à sa reconnaissance internationale, il faudra que cette Europe dispose de moyens militaires et économiques pour imposer sa vision du monde. A ce jour, les budgets et les moyens consentis laissent à penser que la politique de défense européenne ne pourra guère s'occuper d'autre chose que de sécurité intérieure. Le véritable danger c'est que si l'Europe tarde trop à faire les efforts indispensables à sa politique de défense ambitieuse, une industrie d'armement européenne affaiblie et dépassée pourrait alors ne plus être en mesure de faire face au besoin. On sera alors de nouveau sous la coupe des américains, mais cette fois ce serait une dépendance technologique...

Par conséquent, non l'Europe n'est pas condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité, mais elle pourrait bien y être contrainte si elle tarde trop à consentir les budgets de défense qu'une politique de défense ambitieuse impose.